



ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
**Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement**

D3 – Direction Société Civile

Programme 2017-2021

COOPERATION PAR L'EDUCATION ET LA CULTURE – ONG

Education & Culture,
pour un développement humain durable

Dossier technique - PARTIE R.D.C.

Table des matières

I. Fiche générale du programme R.D.C.	3
II. Programme R.D.C.	3
1. Fiche pays.....	
2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.....	4
3. Théorie du changement.....	13
4. Analyse des risques.....	17
5. Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC.....	21
6. Objectif spécifique.....	22
1.Fiche de l'OS	22
2.Description de l'Objectif Spécifique	24
3.T3 – Coûts opérationnels OS RDC	28
4.Motivation au regard des critères du CAD	29
1.Description de la Pertinence.....	29
2.Description de l'Efficacité.	32
3.Description de la Durabilité.	34
4.Description de l'Efficience.	37
5.Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays RDC.	39
6.Description des Synergies et Complémentarités.	41

I. Fiche générale du programme R.D.C.

Titre général du programme :	Education & culture, pour un développement humain durable		
Pays couverts par le programme :	Listes des CSC auxquels le programme veut contribuer :	CSC Sud/RDC	
	Listes des pays hors-CSC:	n/a	
Date de début du programme :	<i>1er janvier 2017</i>		
Date de fin du programme :	<i>31 décembre 2021</i>		
Acteur accrédité demandeur :	<i>Nom ACNG 1 : COOPERATION PAR L'EDUCATION ET LA CULTURE (CEC)</i>	<i>Statut (OSC ou AI) :</i> OSC	<i>Compte bancaire (IBAN -BIC) respectif : BE24630011473038 BIC : BBRUBEBB</i>
Budget :	Budget total des Coûts opérationnels du programme RDC :	488.101,78 euros	
	Montant du subside de l'ACNG pour le programme RDC:	390.481,42 euros	

Contacts	Nom	Téléphone	E-mail
Personne de contact pour la DGD pour le programme :	Dominique GILLEROT	02/217 90 71	dominique@cec-ong.org

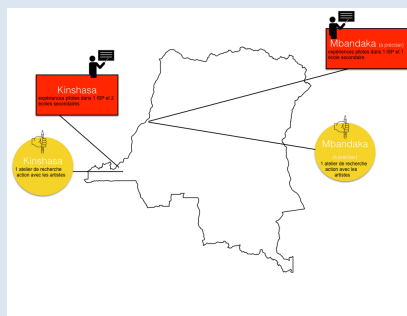
II. Programme R.D.C.

1. Fiche pays République Démocratique du Congo (RDC)

Coûts opérationnels totaux pour le pays :	488.101,78 euros		
Personne de contact en Belgique pour la DGD pour le pays :	Nom : Dominique Gillerot	Organisation : CEC	Téléphone : +32.2.217.90.71 E-mail: dominique@cec-ong.org

--

Partant des Unités pédagogiques de l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO mis à disposition pour ce programme et dans le respect des engagements pris par la RDC dans la Charte pour la renaissance culturelle africaine, CEC propose de renforcer ses partenaires dans la réalisation d'une application numérique permettant l'apprentissage et la transmission de connaissance de l'Histoire du pays, au carrefour de l'Histoire du continent. En ces moments où la RDC s'apprête à vivre, une fois de plus, des tournants politiques majeurs, nombre d'intellectuels congolais rappellent les compétences qui manquent aux Congolais(es) pour renforcer l'exercice plein et entier de leurs droits : la connaissance de leur passé, le souci pédagogique et le partage du civisme. Au-delà d'un travail de mise en cohérence des contenus de l'UNESCO avec les programmes d'histoire en cours en RDC, le recours au numérique permettra d'amener l'innovation dans les méthodes pédagogiques sous toutes ses formes. Les choix numériques tiendront compte des limites liées à l'infrastructure et aux connexions, tout en misant sur une évolution rapide du secteur des TIC en RDC dans les années à venir. Des expériences pilotes dans des établissements d'enseignement secondaire, dans des Instituts Supérieurs de pédagogie, et auprès d'acteurs de la société civile, rendront compte de la diversité des situations, permettront d'orienter l'utilisation de l'application dans une démarche de construction citoyenne et enfin, de créer des public-relais pour une diffusion plus importante.



2) Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.

La liste ci-dessous reprend les deux partenaires qui vont être renforcés dans le cadre de ce programme ainsi que l'ensemble des parties prenantes identifiées jusqu'à présent.

Partenaire 1			
Nom complet et abréviation :	Institut pour la démocratie et le leadership politique (IDLP)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue Kabasele Tshiamala, 1164, Barumbu, Kinshasa, R. D. Congo	+243.81.52.11.053	sabakinu@gmail.com
Personne de contact :	Professeur Jacob Kivulu Sabakinu		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	Les élèves de l'enseignement secondaire à Kinshasa et dans une province en R.D.C., concernés par le programme, sont sensibilisés à l'importance d'une meilleure maîtrise de l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC, à l'aide d'outils numériques.		
Budget par Outcome :	234.638,57 euros		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement d'une équipe de chercheurs (en histoire et en pédagogie respectivement) pendant la durée du programme – équipe mixte au niveau genre - Coordination d'un comité scientifique - Adaptation et validation des UP en concertation avec le comité scientifique - Validation de la transcription des UP dans une application numérique - Accompagnement scientifique de l'expérience pilote et encadrement pédagogique des formations des enseignants - Accompagnement scientifique des workshops de recherche-action avec les artistes et représentants des institutions culturelles - Evaluation de l'expérience pilote et de l'ensemble du processus en collaboration avec l'autre partenaire (Investing in People) 		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Janvier 2015		

Partenaire 2			
Nom complet et abréviation :	Investing in People (IIP)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	30 Avenue Kitona, Righini, Lemba, Kinshasa, R. D. Congo	+243 99.05.45.452	info@iip-training.com
Personne de contact :	Raïssa Malu		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	Les élèves de l'enseignement secondaire à Kinshasa et dans une province en R.D.C., concernés par le programme, sont sensibilisés à l'importance d'une meilleure maîtrise de l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC, à l'aide d'outils numériques.		

Budget par Outcome :	143.862,24 euros
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination des relations entre les partenaires et les parties prenante du programme CEC en RDC - Mise à disposition d'une personne qui intervient à mi-temps à partir de la deuxième année du programme - Prise de contact, sélection et suivi des établissements d'enseignement secondaires « pilotes » (sondage/enquête, suivi des indicateurs, reporting) - Equipement et organisation pratique des formations des enseignants (en collaboration avec un intervenant pédagogique de l'IDLP) - Coordination d'un comité de suivi à Kinsahsa et en province - Evaluation des expériences pilotes et de l'ensemble du processus - Organisation pratique des workshops de recherche-action avec les artistes. Accompagnement scientifique de l'expérience pilote et encadrement pédagogique des formations des enseignants
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Mai 2015

UNESCO :

Partie prenante 1		
Nom	UNESCO	
Adresse	7 Place de Fontenoy, 75007 Paris, France	
Téléphone / Mail	+33 1 45 68 39 22	a.moussa-ye@unesco.org
Personne de contact	Ali Moussa Iye	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de UP de l'HGA - Suivi du programme - Participation au comité scientifique
Début relation partenariale	Mars 2016	

Parties prenantes ISP et scolaires

Partie prenante 2		
Nom	Institut supérieur de pédagogie La Gombe	
Abréviation	ISP-La Gombe	
Adresse	Avenue Père Boka, 1164, Kinshasa Gombe, R. D. Congo	
Téléphone / Mail	+243.81.51.70.299	a-emilienne1@hotmail.fr
Personne de contact	Prof. Emilienne Akonga Edumbe	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et coordination des contacts avec l'ensemble des ISP pilotes - Mise en œuvre de la première expérience pilote au sein de l'institution - Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 3		
Nom	Le Groupe scolaire Mont Amba	
Abréviation	GSMA	
Adresse	Lemba, Kinshasa, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.81.51.70.299	montamba@yahoo.com
Personne de contact	Jean-Marc Kibeke, directeur général	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Accueil de la première expérience pilote au moment de la création de l'outil numérique
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 4		
Nom	Collège Saint-Georges	
Abréviation	CSG	
Adresse	Kintambo Ma Campagne, Kinshasa, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.89.58.08.685	frarthurmabiala@yahoo.fr
Personne de contact	Frère Arthur, responsable programmes	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- École ressource pour une expérience pilote
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 5		
Nom	Bureau salésien du développement, responsable pour la formation des enseignants du réseau des écoles salésiennes.	
Abréviation	BSD	
Adresse	Masina, Kinshasa, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.81.77.03.991	aurelienmukangwa@yahoo.fr
Personne de contact	Aurélien Mankangwa	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Parties prenantes société civile

Partie prenante 6		
Nom	Si jeunesse savait	
Abréviation	SJS	
Adresse	149, Mbidi, Bandalungwa, Kinshasa - RDC	
Téléphone / Mail	+243.151.62.633	coordination@mwasi.com
Personne de contact		
N°OS	Budget	Responsabilité
1		- Evaluation de la possibilité d'utiliser l'application dans son action à l'attention des écoles
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 7		
Nom	L'académie paysane	
Abréviation	AP	
Adresse	149, Mbidi, Bandalungwa, Kinshasa - RDC	
Téléphone / Mail	+243.151.62.633	coordination@mwasi.com
Personne de contact		
N°OS	Budget 0	Responsabilité
1		- Evaluation de la possibilité d'utiliser l'application dans son action à l'attention des écoles
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Institutions culturelles :

Partie prenante 8		
Nom	Institut National des Arts	
Abréviation	INA	
Adresse	Avenue Kabasele Tshamala, Kinshasa, Congo-Kinshasa	
Téléphone / Mail	+243998202777	andreyokalye@yahoo.fr
Personne de contact	Yoka Lye Mudaba, Directeur général	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation à la recherche-action avec les artistes
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 9		
Nom	Académie des Beaux-arts	
Abréviation	ABA	
Adresse	Av. Pierre Mulele, ex.24 ^{ème} Novembre, Kinshasa Gombe, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.81.31.14.135	direction@academie-kinshasa.cd
Personne de contact	Henri Kalama Akulez	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation à la recherche-action avec les artistes
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 10		
Nom	Institut des Musées nationaux	
Abréviation	IMN	
Adresse	Avenue de la Montagne, 1, Mont Ngaliema, Congo-Kinshasa	
Téléphone / Mail	+243.99.82.71.982	josibongo@yahoo.fr
Personne de contact	Prof. Joseph Ibongo	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation à la recherche-action avec les artistes
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Ministère de l'enseignement primaire et secondaire de la nouvelle citoyenneté

Partie prenante 11		
Nom	Direction des Programmes scolaires et Matériels Didactiques du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire (MEPS)	
Abréviation	DIPROMAD	
Adresse	03, avenue des Ambassadeurs – Kinshasa la Gombe – R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.99.99.32.992	amanzumba@yahoo.fr
Personne de contact	Anne-Marie Nzumba Nteba Luvefu, Chef de service-directeur	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Nom	Direction de la formation continue du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire (MEPS)	
Abréviation	SERNAFOR	
Adresse		
Téléphone / Mail	+	
Personne de contact		
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Réprésentations d'institutions étrangères à Kinshasa

Partie prenante 13		
Nom	Représentation de l'UNESCO à Kinshasa	
Adresse	2, Avenue des Ambassadeurs, Commune de la Gombe,, Kinshasa, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.81.71.17.373	a.diallo@unesco.org
Personne de contact	Abdourahamane Diallo	
N°OS	Budget	Responsabilité
1		- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 14		
Nom	Représentation de l'UE à Kinshasa	
Adresse	2, Avenue des Ambassadeurs, Commune de la Gombe,, Kinshasa, R.D.C.	
Téléphone / Mail	+243.81.71.17.373	bart.ouvry@eeas.europa.eu
Personne de contact	Bart Ouvry	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	Septembre 2016	

Partie prenante 15		
Nom	Ambassade de Belgique à Kinshasa	
Adresse	Ave De La Paix, Kinshasa, Congo-Kinshasa	
Téléphone / Mail	+243.81.97.00.320	Griet.Seurs@diplobel.fed.be
Personne de contact	Griet Seurs	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	2016	

Partie prenante 16		
Nom	Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	
Adresse	Avenue de la Nation, 206, Kinshasa-Gombe, Congo (Kinshasa)	
Téléphone / Mail	+243 998 01 08 00	k.brahy@walbru.cd
Personne de contact	Kathryn Brahy	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Soutien à l'identification du programme - Participation au comité de suivi
Début relation partenariale	1980	

Institutions en Belgique soutenant la coopération au développement et la coopération culturelle

Partie prenante 17		
Nom	Coopération belge au développement	
Abréviation	DG-D	
Adresse	Rue des Petits Carmes, 15, 1000 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 421 82 71	
Personne de contact		
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Partenaire -Co-financement
Début relation partenariale	1977	

Partie prenante 18		
Nom	Wallonie-Bruxelles International	
Abréviation	WBI	
Adresse	Place Saintelette, 2, 1080 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 421 82 71	f.sprimont@wbi.be
Personne de contact	Fabrice Sprimont	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Echange d'information sur le programme
Début relation partenariale	1980	

ACNG et AI belges

Partie prenante 19		
Nom	Africalia	
Abréviation	Africalia	
Adresse	Rue du Congrès, 13, 1080 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 412 58 80	frederic.jacquemin@africalia.be
Personne de contact	Frédéric Jacquemin	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Mener en synergie avec CEC un travail de recherche-action sur le rôle de l'art et de la culture dans la transmission de l'histoire et de la mémoire
Début relation partenariale	2003	
Partie prenante 20		
Nom	Académie de recherche et d'enseignement supérieur	
Abréviation	ARES	
Adresse	Rue Royale, 180 / 1000 Bruxelles / Belgique	
Téléphone / Mail	+32 2 225 45 21	simon.hemptine@ares.ac.be
Personne de contact	Simon Hemptinne	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Échange d'information et recherche de pistes pour un projet de synergies dans le courant du programme
Début relation partenariale	Septembre 2016	
Partie prenante 21		
Nom	Acted	
Abréviation	Acted	
Adresse	Rue du Congrès, 13, 1080 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 735 10 31	brussels@actec-ong.org
Personne de contact	Michel Garcia	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Mettre en place une synergie informative avec CEC autour du renforcement de partenaires communs du secteur de l'enseignement dans la formation d'enseignants et dans la diffusion d'outils pédagogiques .
Début relation partenariale	2003	
Partie prenante 22		
Nom	Le monde selon les femmes	
Adresse	Rue de la Sablonnière 18, 1000 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 223 05 12	carla@mondefemmes.org
Personne de contact	Carla Sandoval	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Renforcement de l'approche genre dans l'OS et mise en place d'une synergie avec CEC en lien avec ses partenaires associatifs
Début relation partenariale	2016	

Partie prenante 23		
Nom	Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger	
Abréviation	APEFE	
Adresse	Place Saintelette, 2, 1060 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 421 83 83	s.plumat@apefe.org
Personne de contact	Stephan Plumat	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Mise en place avec CEC d'une synergie informative
Début relation partenariale	2016	

Coupoles et fédération

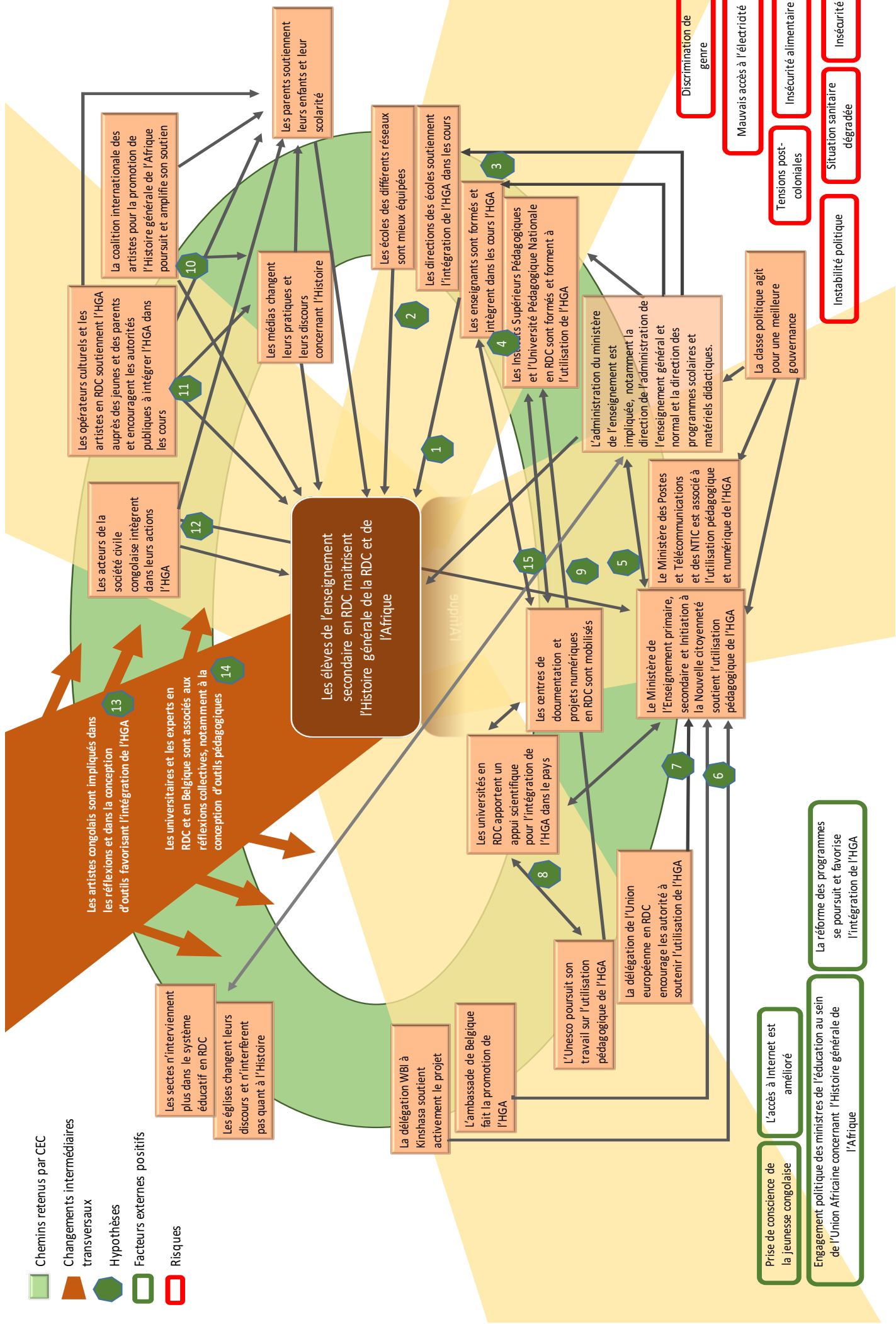
Partie prenante 24		
Nom	CNCD – 11.11.11	
Adresse	Quai du Commerce 9, 1000 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 250 12 30	
Personne de contact	Sabine Kakunga	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Animation de la plateforme plaidoyer Afrique Centrale
Début relation partenariale	2016	

Partie prenante 25		
Nom	11.11.11	
Adresse	Vlasfabriekstraat 11, 1060 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 536 11 11	serge.beel@11.be
Personne de contact	Serge Beel	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Mettre en place une synergie informative avec CEC et Africalia sous la forme d'un partage d'informations, d'outils de suivi/évaluation, de stratégies dans le secteur de la coopération culturelle
Début relation partenariale	2016	

Partie prenante 26		
Nom	ACODEV	
Adresse	Bld Léopold II, 184 D, 1080 Bruxelles	
Téléphone / Mail	+32 2 219 88 55	Luc Langouche
Personne de contact	ll@acodev.be	
N°OS	Budget	Responsabilité
1	0	- Renforcement des capacités du secteur de la coopération
Début relation partenariale	1977	

3) Théorie du Changement associée au pays / RDC

- Chemins retenus par CEC
- Changements intermédiaires transversaux
- Hypothèses
- Facteurs externes positifs
- Risques



Dans le processus de construction de sa théorie du changement, l'équipe de CEC a défini le changement souhaité pour ses actions en République Démocratique du Congo comme tel : « **Les élèves de l'enseignement secondaire en RDC maîtrisent l'Histoire générale de la RDC et de l'Afrique** ». Ce changement sera réalisable à condition de provoquer des changements intermédiaires et d'impliquer des parties prenantes et publics de divers secteurs. Ces diverses phases de changements sont explicitées ci-dessous par les chemins de changements, les hypothèses sur les relations de cause à effet et leurs fondements.

Fidèle à ses activités autour de la matière historique et ses liens avec l'Afrique et plus particulièrement la République Démocratique du Congo, l'ONG CEC considère que le renforcement de la connaissance de l'Histoire générale de l'Afrique et du Congo est un levier efficace et durable pour l'exercice de la citoyenneté et la participation des jeunes congolais à la vie sociale et politique. La connaissance de l'Histoire est un préalable à l'action citoyenne et l'exercice des droits attachés à cette action. Comme le rappelle le professeur Elikia M'Bokolo¹ : « Ne peut se développer qu'un peuple instruit, éveillé aux exigences du développement durable et capable d'opérer par lui-même des choix qui s'imposent ». En ces moments où la RDC s'apprête à vivre, une fois de plus, des tournants politiques majeurs, nombre d'intellectuels congolais rappellent les compétences qui manquent aux Congolais(es) pour renforcer l'exercice plein et entier de leurs droits : la connaissance de leur passé, le souci pédagogique et le partage du civisme. Ces compétences dont « *les congolais ont cruellement besoin dans le labyrinthe où ils se débattent aujourd'hui comme des aveugles qui avancent, les bras tendus, sans aucun repère, ni par rapport à leur point de départ, ni par rapport au terme à atteindre, encore moins sur le parcours réalisé* »².

Forte d'une expérience dans le développement d'outils numériques en support à des activités pédagogiques et leur large diffusion³, CEC propose de renforcer l'enseignement de l'histoire en R.D.C. par l'utilisation d'outils numériques innovants permettant de modifier, de dynamiser et de moderniser les pratiques pédagogiques⁴, y compris par l'inclusion de plusieurs langues nationales⁵. Cet objectif répond à la volonté exprimée dans la stratégie du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire⁶ et se fera en collaboration avec des centres numériques en RDC tels que les centres IFADEM⁷, le CEDESURK⁸, projet UNESCO-CFIT (visant à l'amélioration de la formation des enseignants pour combler le fossé de la qualité de l'enseignement en Afrique). **(H15)**

Le patrimoine culturel et la pratique artistique en R.D.C. comprennent de nombreuses références à l'histoire et jouent un rôle de transmission important. L'implication des artistes et des institutions culturelles, garants du patrimoine, enrichira la conception et l'utilisation de l'outil pédagogique numérique dans le cadre d'un projet pilote **(H13)**. Dans cette théorie du changement, cette approche relève à la fois d'un changement intermédiaire transversal à tous les autres et d'une méthode de travail que CEC met en l'œuvre depuis longtemps. Il en est de même

¹ Historien, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à Paris et professeur à l'Université de Kinshasa. Elikia M'Bokolo est également collaborateur régulier de l'UNESCO notamment autour du travail de rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique. Il est également le producteur depuis plus de vingt d'une émission de vulgarisation de l'histoire de l'Afrique sur Radio France International (RFI).

² Elikia M'Bokolo, 2010

³ Le projet LITTAFCAR.ORG et sa plateforme de cours en ligne et l'exposition Notre Congo/Onze Kongo, la propagande coloniale dévoilée

⁴ Franziska Heimbürger, Faire de l'histoire à l'ère numérique : retours d'expériences, In. Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2011/5 (n° 58-4bis). « *À l'heure du numérique, les outils informatiques ne sont plus une science auxiliaire de l'histoire : les intégrer au sein de ces « procédures éprouvées » est certainement le principal défi que les historiens devront relever dans les années à venir.* »

⁵ La RDC fait partie du projet ELAN-Afrique de l'OIF pour l'introduction des langues nationales au primaire. Ce plan d'action doit être intégré à terme dans le programme sectoriel de développement de l'éducation de chaque pays.

⁶ Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. *Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel 2010-2015*. Kinshasa, mars 2010. « Redynamiser ces institutions fortement affaiblies par la crise et relancer la mobilisation de l'expertise qui demeure disponible localement pourrait donner une nouvelle impulsion à la réflexion, à l'analyse et à l'action dans le domaine de l'éducation et de la pédagogie (...) »

⁷ L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité pour tous.

⁸ Le CEDESURK, Centre de documentation de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche à Kinshasa est une A.S.B.L de droit congolais à vocation d'information, de formation et de diffusion de la documentation scientifique et technique.

pour l'implication d'universitaires/experts du Nord et de Sud dans un comité scientifique **(H14)**. C'est par ce type d'approche pluraliste et inclusive que CEC entend mettre en œuvre de réels espaces de réflexions et de rencontres avec les différentes parties prenantes afin d'aboutir au changement souhaité.

La formation des professeurs leur permettra de maîtriser le contenu de l'Histoire Générale de l'Afrique (HGA) ainsi que des outils pédagogiques (manuels de l'Unesco, outils numériques, etc.)⁹. L'hypothèse émise est que cette formation permettra un renforcement des capacités¹⁰ afin de mieux intégrer l'HGA dans les cours d'Histoire et que cela entraînera une plus grande maîtrise de cette matière par les élèves du secondaire. **(H1)**

Ce travail ne pourra se faire sans un meilleur équipement des écoles en termes d'infrastructures ainsi que de matériel éducatif. **(H2)** Dès lors, un soutien des directions des écoles ainsi que de l'administration du Ministère de l'enseignement est indispensable. Ce soutien permettra sans doute une meilleure implication des professeurs dans les formations **(H3)**. De plus, la formation des professeurs sur le plus long-terme passera par les Instituts Supérieurs Pédagogiques (ISP) dans le pays ainsi que l'Université Pédagogique Nationale (UPN) à Kinshasa et la formation des formateurs des futurs professeurs qui seront des relais multiplicateurs permettant un ancrage plus pérenne du processus impulsé. **(H4)**.

L'engagement concernant l'HGA¹¹ du Ministère de l'Enseignement Primaire et secondaire qui sera officialisé prochainement au sein de l'Union Africaine¹² devra permettre, de concert avec le Ministère des Postes et des Télécommunications, une plus grande implication de l'administration dans cette mise en œuvre, notamment via le moyen du numérique. **(H5)**

Au vu des remarques précédentes, il paraît évident que l'implication des acteurs de la politique de l'éducation en RDC est une condition *sine qua non* à l'atteinte du changement souhaité¹³. CEC considère que la promotion et le soutien d'institutions telles que l'Ambassade belge et la délégation Wallonie Bruxelles en RDC encouragera les autorités congolaises à être plus volontaristes et facilitera tout processus visant à intégrer l'HGA dans les cours d'Histoire. **(H6)** Dans sa mission de dialogue politique avec les autorités congolaises et la société civile et au regard de son attachement aux questions de développement, la délégation de l'Union européenne, par son soutien à tout projet visant à promouvoir et mieux intégrer l'HGA, permettra également une plus grande attention de la part des autorités congolaises compétentes sur ces questions. **(H7)**

La poursuite et la finalisation du travail de l'Unesco¹⁴ quant à l'utilisation pédagogique de l'HGA permettra une intégration plus importante de cette question au sein des universités **(H8)** ainsi que dans des établissements tels que les ISP et l'UPN. **(H9)**

En plus des changements à opérer aux niveaux académique et politique, un changement de mentalités et de regard concernant l'Histoire de l'Afrique et de la RDC en particulier est nécessaire au niveau de la population plus largement. Pour cela, la poursuite du travail impulsé par la Coalition internationale des artistes pour la promotion de l'HGA¹⁵ entraînera un

⁹ Pour rappel, les états (dont la RDC) signataires de la charte de la renaissance culturelle africaine (2006) ont convenu dans l'article 7 de la nécessité d'enseigner l'histoire générale de l'Afrique et recommandent une large diffusion de l'HGA telle que proposée par l'UNESCO, à travers des versions abrégées et adaptées à la jeunesse, ceci dans le respect des droits de l'homme et de la renaissance culturelle.

¹⁰ Projet UNESCO-CFIT DRC, Etat des lieux et besoins, avril 2014, p.50 et suivantes.

¹¹ L'intégration de l'Histoire générale de l'Afrique, telle que développée par l'UNESCO, dans les enseignements nationaux est un engagement pris par les Etats-membres de l'Union Africaine à travers la Charte pour la renaissance culturelle africaine (art.7 Karthoum, 2006), dont est co-signataire la R.D.C.

¹² L'Etat congolais via son ministre de l'éducation se sera engagé à intégrer les modules pédagogiques développés par l'UNESCO dès novembre 2016 lors du prochain COMEDAF (Conference of Ministers of Education of the African Union).

¹³ Voir **les lettres d'intention des ministres en annexe 7 et 8**

¹⁴ L'UNESCO a fait un travail de recherche important pour constituer des Unités pédagogiques. Le fruit de ce travail est mis à disposition du projet. Les contenus de ces Unités pédagogiques seront soumis à validation par les Ministres de l'enseignement au mois de novembre.

¹⁵ Nioni Masela, Unesco : les artistes sollicités pour promouvoir « l'Histoire générale de l'Afrique », article paru dans l'Agence d'information d'Afrique Centrale, le 8 juin 2016.

changement de discours et de regard sur l'histoire de l'Afrique et du Congo au sein des médias, ainsi que des familles et des élèves. **(H10)**

Un travail similaire devra être fait en RDC avec des associations de la société civile **(H12)**, des acteurs culturels et artistiques congolais **(H11)** afin de changer les mentalités et promouvoir l'HGA auprès des médias, des élèves et des familles.

Chemins non-retenus et facteurs externes :

Dans sa stratégie d'intervention, CEC entend s'adresser principalement à des parties prenantes relais, les enseignants du secondaire, les enseignants du supérieur qui forment les futurs enseignants et les associations de la société civile actives dans le secteur scolaire. Dans le cadre du présent programme, les actions et activités du programme ne s'adresseront pas en direct aux familles des élèves, ni à la classe politique en général bien qu'une campagne de communication les touchera indirectement et que des liens avec les ministres compétents sont déjà établis et seront à renforcer tout au long du projet. La coalition des artistes mise en place à l'initiative de l'Unesco est déjà mise en mouvement et pourra renforcer le programme sans que CEC n'intervienne. Cependant, l'implication des artistes de la RDC dans le programme renforcera l'activité de la coalition des artistes de l'UNESCO.

Plusieurs facteurs externes pouvant influencer positivement les changements souhaités sont identifiés par CEC et seront capitalisés dans le cadre du présent programme : l'amélioration de l'accès à Internet, la prise de conscience de la jeunesse en RDC, l'engagement politique des ministres de l'éducation au sein de l'Union Africaine, les réformes des programmes¹⁶, l'existence de centres numériques à travers le pays pour la formation à distance des enseignants¹⁷.

Certains risques pourront avoir un impact négatif et fragiliser le secteur de l'enseignement et son accès : Insécurité, instabilité politique, situation sanitaire dégradée, discrimination de genre, mauvais accès à l'électricité, insécurité alimentaire, tensions post-coloniales.

¹⁶ Cf actuellement le PEQPESU traduisant les volontés de réformes du gouvernement : Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire.

¹⁷ Les programmes soutenus par le Ministère de l'Éducation nationale : IFADEM (mise en œuvre : APEFE) et CFIT (mise en œuvre UNESCO)

4) Analyse des risques associés à la RDC

Explications :																						
Probabilité		Effets					Niveau de risque					Impact résultat		Identifier sur quel(s) résultat(s) le risque aurait de l'impact. Utilisez ici la numérotation du cadre logique								
		1	2	3	4	5	1	2	3	4	5					1	2	3	4			
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	
Improbable	Possible	Probable	Presque sûr		Négligeable	Petit	Moyen	Grand	Sérieux	Bas	Moyen	Haut	Extrême		Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)						Suivi du risque	
Source et nature du risque		Probabilité	Effets	Niveau risque	Impact résultat	Traitement		Responsable		Timing		Responsable		Suivi du risque								
Détérioration de la situation politique et sécuritaire du pays		∞	∞	∞	R1,2,3	Suivi de la situation politique et sécuritaire au travers d'échanges d'emails et d'entretiens téléphoniques hebdomadaires entre CEC et les partenaires. Définition et mise en place de procédures de sécurité par les partenaires, suivi quotidien des activités		Partenaires et CEC		Tout au long du programme		Coordinateur des partenaires et direction de CEC		Chaque 3 mois								
La corruption ne facilite pas les relations partenariales		∞	∞	∞	R1,2,3	Recours à des conventions systématiques, claires et non-		CEC		Tout au long du programme		Direction des partenaires et de CEC		Tous les 6 mois								

<p>Le Ministère de l'enseignement primaire et secondaire et autres parties prenantes du comité de suivi ne sont pas réactifs au programme</p>		2	2	2, 3	<p>ambiguë</p> <p>Dynamisation de la représentation du programme vis-à-vis des autorités au niveau national et provincial, grâce à la présence d'un coordinateur local auprès des autorités en temps utile</p> <ul style="list-style-type: none"> - Action de lobbying auprès des autorités compétentes. - Accord de collaboration définissant les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la mise en place du programme signé. - Plaidoyer réalisé dans le cadre des rencontres interprofessionnelles organisées dans les différentes provinces concernées par le programme et à Kinshasa. - Travail de préparation avec les directions des écoles et avec les professeurs 	Partenaires et CEC	- Au moment du choix des établissements	Coordinateur des partenaires de direction de CEC	<p>Tous les 6 mois</p> <p>Echanges hebdomadaires pendant les expériences pilotes</p>
<p>Manque de disponibilités des professeurs</p>		2	2	2, 3		Partenaires		Coordinateur partenaire	

				volontaires pour la participation à l'expérience - contacts réguliers avec les participants à l'expérience pilote - évaluations fréquentes pendant l'expérience pilote						ments pour les expériences pilotes - A chaque intervention dans l'établissement		
Manque de soutien des parents	2	2	2	Assurer que la participation des enfants à l'expérience pilote n'aura aucun impact financier pour les parents, clause à introduire dans la convention avec l'établissement	Partenaires					Au moment de la mise en place des expériences pilotes	Coordinateur partenaire	Vérification au début, au milieu et en fin d'expérience pilote
Manque de personnel compétent chez les partenaires, incapacité à remplir leurs objectifs (financiers, opérationnels)	2	2	2	Définir une procédure d'engagement avec une définition de profil, de poste et des objectifs de chaque personne engagée, évaluation régulière de leur travail pour identifier les besoins et les attentes Demande de suivi de critères de genre à tous les niveaux du programme	CEC et Partenaires					Au moment de l'engagement	Coordinateur partenaire et CEC	Evaluation tous les 3 mois pendant 1 an et ensuite tous les 6 mois.
Discrimination de genre dans les personnes bénéficiant du programme	2	2	2		CEC et partenaires					Au moment de la signature	Coordinateur partenaire et CEC	Suivi des indicateurs de genre tous les 6 mois

									de la convention partenariale			
Désaccord entre les deux partenaires sur la mise en œuvre du programme	2	2	2	R1, R2, R3	Organisation régulière d'une concertation entre les partenaires, signature de conventions entre les partenaires avec une connaissance claire des interventions de chacun et des budgets respectifs	CEC et partenaires	Lors du démarrage du projet, de la signature de conventions.	Partenaire et CEC	Lors de chaque mission de CEC à Kinshasa et une fois par mois entre les partenaires			
Conditions climatiques rudes	2	2	2	R1, R2, R3	Adaptation du matériel numérique aux conditions climatiques (résistance, robustesse)	Partenaires	Au moment des achats de matériel	Partenaire	Suivi des tâches dans le programme			
Perte des données numériques	3	3	3	R1	Organisation d'un système de back-up régulier. Le site web et le serveur qui héberge l'application répondent aux normes de sécurité afin d'éviter tout hacking extérieur.	CEC et partenaires	Au moment de la mise en ligne de l'application		Back-up quotidien et vérification de l'offre d'hébergement au moment de chaque renouvellement annuel			

5) Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC

Le programme actuel s'inscrit dans la cible stratégique 3 qui est de garantir un enseignement inclusif et qualitatif pour tous respectant les droits de l'enfant selon l'approche 3A et 3D. Il répond à la demande de la DGD suite au dialogue stratégique de mettre l'accent sur la qualité de l'enseignement. Outre le fait que ce programme s'inscrit dans les efforts de réforme en cours au sein du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire (programme PEQPESU), le programme se concentre sur l'enseignement de l'histoire qui est une matière stratégique pour les jeunes en RDC aujourd'hui. Le choix de se concentrer sur cette matière, plus que sur une autre, est clair: l'enseignement de l'Histoire dépasse le cadre de l'école. En effet, la connaissance de l'Histoire est un préalable à l'action citoyenne et l'exercice des Droits attachés à cette action.

Même si le secteur de l'éducation est extrêmement complexe en RDC et que les interventions des organisations belges dans ce secteur sont très diversifiées, CEC a pu identifier des synergies de renforcement mutuel avec des acteurs importants de la coopération belge en RDC, qui permettent à la fois un renforcement de la qualité (ARES) et un renforcement de la diffusion et donc de l'accès au plus grand nombre (APEFE, ACTED). Ces synergies devront être précisées tout au long du programme.

Le programme a pour objectif aussi d'informer et d'orienter la politique de l'enseignement.

En réponse aux recommandations formulées (recommandation 12), le programme met l'accent sur le développement d'un plaidoyer concernant l'importance de la culture dans le développement et plus spécifiquement dans le secteur de l'enseignement et a pour originalité et spécificité de réunir le secteur de l'éducation et de la culture et d'intégrer de façon concrète l'approche 8C. Le plaidoyer sera porté de façon conjointe par des historiens, des artistes et acteurs culturels et s'organisera en synergie avec Africalia.

Finalement, le programme met en avant la plus-value d'utiliser des outils numériques dans l'enseignement (recommandation 8), ayant un impact positif sur la qualité et l'étendue du contenu d'enseignement proposé, ainsi que sur l'introduction de moyens nouveaux en faveur d'une pédagogie participative, et avec une possibilité d'augmentation de la diffusion et donc de l'accès à des outils pédagogiques de qualité.

6) OS 1

1. Fiche de l'OS

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :	Les élèves de l'enseignement secondaire à Kinshasa et dans une province en R.D.C., concernés par le programme, sont sensibilisés à l'importance d'une meilleure maîtrise de l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC, à l'aide d'outils numériques.				
Outcome (Français et/ou Néerlandais) :					
IATI activity identifier :	<i>Facultatif</i>				
Pays :	R.D.C.		Cet outcome/objectif est-il couvert pas un CSC ?		Oui / Non
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :	Subnational admin level 1		subnational admin level 2		subnational admin level 3
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Kinshasa				
	Kinshasa				
Autre localisation de l'intervention :	Lubumbashi, Mbandaka (à préciser encore)				
Coordonnées GPS :	Longitude : xxx		Latitude : xxx		
	Nom Partenaire / Lieu				
Groupe-cible :	Les enseignants et futurs enseignants (étudiants actuels) de l'enseignement secondaire, les enseignants de l'enseignement supérieur en pédagogie (ISP et UPN), les représentants d'associations intervenants dans le secteur scolaire et/ou para-scolaire				
Bénéficiaires :	Les élèves de l'enseignement secondaire				
Secteur principal :	Enseignement secondaire				
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :	488.101,78 euros				

Markers :

Environnement	1
RIO : désertification	0
RIO : biodiversité	0
RIO : CC adaptation	1
RIO : CC mitigation	1
Genre	2

Bonne Gouvernance	1
Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0
HIV/Aids	0
Droits des enfants	2
Trade development	0

2. Description de l'Objectif Spécifique

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification
Cible(s) stratégique(s) :	3A, 3D, 8C et 9C			
Outcome / Objectif spécifique X (A/E/F)	Les élèves de l'enseignement secondaire à Kinshasa et dans une province en R.D.C., concernés par le programme, sont sensibilisés à l'importance d'une meilleure maîtrise de l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC, à l'aide d'outils numériques.			
Hypothèses	La prise de conscience de la jeunesse congolaise pour développer sa participation à l'action citoyenne participe à son ouverture pour une meilleure connaissance de l'histoire de son pays et du continent africain.			
Indicateur 1 : % d'élèves qui déclarent avoir pris conscience de l'importance de connaître, analyser et poser un regard critique sur l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC en particulier, après avoir été impliqués directement dans le programme (200 élèves au total).	% d'élèves conscientisés avant le programme (à préciser sur base d'un sondage auprès d'un échantillon) – répartition par sexe	40%	60%	- Sondage et compte-rendu des diverses évaluations menées dans des classes pilotes avec les enseignants - Rapport d'activités - Rapport du comité scientifique
Indicateur 2 : Nombre d'élèves qui sont informés et sensibilisés à l'HGA grâce au programme.	0	200 élèves ayant participé à l'expérience pilote – répartition par sexe	10.000 élèves	- Rapport d'activités d'associations relais et de centres numériques utilisant les outils du programme - Rapport des campagnes de communication - Rapport d'activités de diffusion de la production artistique réalisée dans le cadre du programme (productions en synergie avec Africalia).
Résultat 1	Le contenu des Unités Pédagogiques (UP) de l'Histoire Générale de l'Afrique (HGA) développées par l'Unesco, est adapté au contexte et à l'histoire de la RDC et est accessible au travers d'une application numérique originale, attrayante, illustrée par des artistes, incluant des références au patrimoine culturel et scientifiquement validée (histoire et pédagogie).			
Hypothèses	- L'engagement des Ministres de l'éducation des Etats membres de L'Union africaine pour l'intégration de l'HGA au sein de leurs programmes d'enseignement est porteur pour le développement d'un programme « pilote » en RDC. - La réforme des programmes de l'Enseignement Primaire et Secondaire en cours favorise l'intégration de l'HGA			

Indicateur 1 : Nombre d'UP adaptées et validées par l'équipe d'accompagnement scientifique de l'UNIKIN et illustrées par des artistes et/ou par des références au patrimoine artistique et culturel de la RDC.	0% des UP sont adaptées et validées	UP de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} année	UP de 3 ^{ème} année	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réunion de validation de l'équipe d'accompagnement scientifique. - Les UP adaptées - Rapport des rencontres interprofessionnelles organisées entre les historiens, les artistes et les représentants des institutions culturelles tel l'INA ou les Musées nationaux
Indicateur 2 : Nombre d'UP intégré dans une application numérique et testée sur une promotion pilote (une école secondaire pilote et un ISP pilote)	0	UP de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} année	UP de 3 ^{ème} année	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports d'évaluation du contenu par les membres du comité scientifique -Rapport d'évaluation du contenu par le comité de suivi. -Rapport d'évaluation de la promotion pilote
Résultat 2	Les capacités des enseignants en histoire de 2 ISP pilotes (Instituts Supérieurs de Pédagogies- à Kinshasa et dans une province) et de 3 écoles secondaires pilotes (2 à Kinshasa et 1 dans une province), ainsi que des animateurs d'associations actives dans le secteur scolaire, sont renforcées dans leur pratique professionnelle au départ de l'application numérique.			
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"> -Les enseignants sont ouverts à l'innovation des méthodes pédagogiques et au numérique -Les parents sont ouverts à l'innovation -L'infrastructure des écoles est suffisante pour la mise en place d'applications numériques 			
Indicateur 1 : % d'enseignants formés aux technologies et matières numériques nécessaires au programme	10% des enseignants formés à l'utilisation aux technologies et matières numériques nécessaires au programme - répartition par sexe	60%	90%	Evaluations et rapports d'activités
Indicateur 2 : Nombre des enseignants en histoire impliqués dans le programme (15 enseignants de secondaire et 10 enseignants des ISP), qui adaptent leur pédagogie vers une approche plus dynamique et plus moderne et qui adaptent le contenu du cours d'histoire au départ de	0% des enseignants formés et prêts à l'utilisation d'une application numérique dans leur enseignement et à son utilisation en classe avec	35%	75%	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage et compte-rendu des diverses évaluations menées dans les classes pilotes et les enseignants - Rapport d'activités - Nombre d'échanges (par mail, via les réseaux sociaux)

Typologie des activités :	
<p>Résultat 1 : Le contenu des Unités Pédagogiques (UP) de l'Histoire Générale de l'Afrique (HGA) développées par l'Unesco, est adapté au contexte et à l'histoire de la RDC et est accessible au travers d'une application numérique originale, attrayante, illustrée par des artistes, incluant des références au patrimoine culturel et scientifiquement validée (histoire et pédagogie).</p>	<p>-Conception pédagogique et formelle d'une application numérique pour l'enseignement de l'histoire de la RDC et de l'Afrique en général, qui met en évidence la problématique des droits humains</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de workshops de recherche-action réunissant historiens, artistes et représentant d'institutions culturelles -Organisation de formations « tests » avec des enseignants et des élèves pendant le processus de conception de l'application
<p>Résultat 2 : Les capacités des enseignants en histoire de 2 ISP pilotes (Instituts Supérieurs de Pédagogies- à Kinshasa et dans 1 province) et de 3 écoles secondaires pilotes (2 à Kinshasa et 1 en province) sont renforcées dans leur pratique professionnelle au départ de l'application numérique et, des animateurs d'associations actives dans le secteur scolaire sont informés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement de 2 ISP (Kinshasa et 1 province) et de 3 établissements d'enseignement secondaire en kit de diffusion pour l'utilisation de l'application numérique « off-line » - Formation de formateurs de futurs enseignants en histoire et formation d'enseignants en histoire - Evaluations des expériences pilotes avec des élèves.
<p>Résultat 3 : La capacité de gouvernance de ce programme permet d'ancrer durablement les résultats, basé sur une approche inclusive des parties prenantes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Composition et organisation de concertation d'un comité de suivi composé de représentants des institutions parties prenantes. -Composition, animation et suivi d'un comité scientifique -Organisation d'une campagne de communication -Diffusion de l'application via les centres numériques mis en place par d'autres programmes d'enseignement à distance (IFADEM, CEDESURK, UNESCO-CFIT)

3. T3 – Coûts opérationnels OS RDC

Programme CEC - Budget 2017-2021 - CSC RDC - OSS 1						
	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires						
Investissement	2.250,00	750,00	11.325,00	11.325,00		25.650,00
Fonctionnement	33.288,00	104.204,60	91.683,18	66.838,09	55.835,93	351.849,80
Personnel						-
2. Collaborations						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège						
Investissement						
Fonctionnement	1.000,00	-	1.000,00	-	1.000,00	3.000,00
Personnel	15.442,07	23.040,00	23.040,00	23.040,00	23.040,00	107.602,07
Total CO :	51.980,07	127.994,60	127.048,18	101.203,09	79.875,93	488.101,87
Investissement	2.250,00	750,00	11.325,00	11.325,00	-	25.650,00
Fonctionnement	34.288,00	104.204,60	92.683,18	66.838,09	56.835,93	354.849,80
Personnel	15.442,07	23.040,00	23.040,00	23.040,00	23.040,00	107.602,07
Partenaires						
Total Partenaire IDLP	26.134,00	80.296,60	54.397,00	45.393,00	28.417,97	234.638,57
Total Partenaire IIP	9.404,00	24.658,00	48.611,18	32.770,09	28.417,97	143.861,24
Total Partenaires :	35.538,00	104.954,60	103.008,18	78.163,09	56.835,94	378.499,81

Les frais de voyage internationaux liés aux missions de CEC (2/an), ainsi que celles d'Elikia M'Bokolo (2/an) font partie du budget de CEC pour la gestion de son programme et ne figurent donc pas dans le budget de frais opérationnels.

4. Motivation au regard des critères du CAD

1. Description de la Pertinence.

Le programme de CEC souhaite contribuer au développement du secteur de l'enseignement secondaire à trois niveaux :

- améliorer la qualité de l'enseignement
- améliorer la formation des enseignants
- améliorer l'accès pour tous à l'enseignement

Comme mentionné, ce programme dans sa finalité vise à contribuer en RDC au renforcement de la connaissance de l'histoire de l'Afrique et du Congo pour une meilleure participation citoyenne à la construction d'une société congolaise respectueuse des droits humains.

Ce programme qui s'adresse en priorité aux élèves de l'enseignement secondaire s'intègre dans un cadre réglementaire national récemment redéfini. Outre, une réforme des programmes d'histoire qui a vu le jour en 2005, la loi-cadre du 11 Février 2014 de l'enseignement national en RDC (mise en vigueur en 2015) a été promulguée 28 ans après celle du 22 septembre 1986 jugée inadaptée à l'évolution constitutionnelle du pays, ainsi qu'au système éducatif, aux réalités culturelles et aux besoins fondamentaux du développement national. Plusieurs innovations répondent aux impératifs du système éducatif, à l'évolution Constitutionnelle, aux réalités culturelles, aux besoins fondamentaux ainsi qu'aux Objectifs Mondiaux du Développement prônés par toutes les nations du monde. Selon cette loi, l'enseignement national vise :

-l'éducation scolaire intégrale et permanente des femmes et des hommes ;
-l'acquisition des compétences, des valeurs humaines, morales, civiques et culturelles pour créer une nouvelle société congolaise, démocratique, solidaire, prospère, éprise de paix et de justice.

Par ailleurs, un projet du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire et de la nouvelle citoyenneté (MEPS-INC) initie une réforme importante des programmes. Le Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (PEQPESU) concrétise la vision exprimée dans la loi-cadre. Il concerne aujourd'hui en premier lieu des matières comme les mathématiques et les sciences. Le programme pourra toutefois valablement renforcer les objectifs du PEQPESU et inversement.

Par ailleurs, ce programme s'appuie également sur des engagements politiques internationaux de la RDC, dont il convient de rappeler le contexte. En 1964, l'UNESCO lançait le chantier scientifique, politique et éthique de l'Histoire générale de l'Afrique (HGA). Projet démarré à l'appel des pays africains nouvellement indépendants, l'HGA avait pour objectif de produire et promouvoir une histoire de l'Afrique à partir de la perspective des Africains eux-mêmes, délestée des stéréotypes racistes construits pour justifier la traite négrière et l'esclavage puis la domination coloniale.

Le processus d'élaboration, qui s'était étendu sur près de 35 ans, a abouti à la publication, en huit volumes, d'un travail monumental avec une édition principale en français, anglais et arabe.

En 2009, afin de mettre en œuvre les dispositions de la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine et dans le but de répondre aux demandes réitérées des États membres de l'Union Africaine pour la préparation de programmes et de manuels scolaires sur la base de l'HGA, l'UNESCO entreprit le lancement de la seconde phase du projet de l'HGA, à savoir l'Utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique (UPHGA). Cette nouvelle phase s'achève actuellement et opère une transposition didactique d'un savoir scientifique (HGA) en contenus d'apprentissage destinés aux élèves d'écoles primaires et

d'établissements d'enseignement secondaire mais également aux enseignants (guide des formateurs).

En novembre 2016, le comité travaillant autour de l'Utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique, présentera à l'ensemble des ministres des pays membres de l'UA en charge de l'éducation, les résultats de leur travail afin que celui-ci soit transposé dans leur pays et intégré aux programmes et manuels d'enseignement.

Le programme entend dès lors permettre une meilleure application de ces cadres politiques, légaux et administratifs afin d'assurer l'accès aux jeunes à l'éducation et en particulier à l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC : *CSC 7B (Plaider pour une meilleure application des cadres politiques, légaux et administratifs - internationaux, régionaux, nationaux et locaux -)*.

Droit de l'enfant et accès à l'éducation

L'histoire de la RDC comprend de très nombreux exemples d'actions continues et efficaces en faveur des droits humains comme de violations de ces mêmes droits. La situation actuelle est très préoccupante. De nombreuses initiatives existent, tant dans la sphère publique qu'au sein de la société civile, pour améliorer cette situation. Les actions d'éducation aux droits humains sont au centre de ces démarches. Le présent programme vise à s'intégrer dans ces démarches en proposant un outil numérique à diffuser aux élèves du secondaire, des enseignants/pédagogues et des organisations de la société civile, pour une connaissance active de l'histoire de la RDC, mais également plus largement de l'Afrique. Connaître cette histoire ne peut que contribuer à une meilleure compréhension des enjeux actuels qui se posent au pays.

Suite aux différentes réformes entreprises en RDC, on constate que les cours d'Histoire se font de manière très sélective et orientée. Par exemple, dans nombre de manuels scolaires en RDC, la liste des devoirs des citoyens est beaucoup plus longue que celles des droits alors même que la Constitution du pays consacre beaucoup plus longuement les droits.¹⁸ Le présent programme contribuera à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement de l'histoire.¹⁹

La stratégie d'intervention vise à impliquer des partenaires locaux à plusieurs niveaux (les enseignants dans les écoles, les formateurs de formateurs, des organisations de la société civile, etc.) afin de les renforcer mutuellement et d'atteindre les objectifs avancés : *CSC 3B, 3E, 3G, 7C (société civile)*. L'implication d'universitaires congolais vise principalement à valoriser et vulgariser le travail de recherche afin de renforcer les capacités et les partenariats avec les (futurs) professeurs d'histoire (*CSC 3D, 3E*) et les acteurs de la société civile : *CSC 9A, 9C, 9G*.

Enfin, CEC entend impliquer des acteurs relais du secteur culturel (artistes et opérateurs culturels) dès la conception de l'outil pédagogique numérique, puis tout au long du processus, en réaffirmant leur rôle de moteur du développement et dans l'éducation des jeunes : *CSC 8A, 8B, 8C*.

¹⁸ « Radioscopie de la situation de l'enseignement de l'histoire au secondaire en RDC », Ekanga, 2012 - <http://www.histoireetenseignement.be/2012/10/radioscopie-de-la-situation-de-lenseignement-de-lhistoire-au-secondaire-en-rdc-par-mr-ekanga/>

¹⁹ Note stratégique pour le secteur de l'éducation, 2013, p.11 : « Cibler l'équilibre entre l'accès, l'équité et la qualité

Pertinence au niveau du numérique

La République Démocratique du Congo est l'un des derniers États du continent à avoir ouvert son réseau de communication au numérique. Conséquence, la RDC reste un des pays les plus faiblement côtés en terme de pénétration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). En effet, en 2013, le taux de pénétration de l'internet de « large bande » atteignait 0,92% du pays. En revanche, le taux de pénétration de la téléphonie mobile atteignait la même année 37% du pays.

Les infrastructures liées au déploiement d'internet restent difficiles à mettre en place dans un territoire très vaste aux paysages contrastés. Ce qui rend les tarifs très couteux pour les consommateurs (1,3% des habitants ont accès à internet en 2013) et qui font partie des plus élevés au monde. Il faut ajouter à cela le faible équipement des ménages en matière informatique accompagné d'instabilités fréquentes des installations électriques.

Néanmoins, depuis une dizaine d'années, le pays s'ouvre peu à peu aux nouvelles voies de communication. En effet, on note depuis quelques années une accélération des installations de fibres optiques grâce notamment à différents partenariats avec des investisseurs étrangers à la pointe de cette technologie. Plus récemment encore, l'arrivée d'un opérateur comme Orange sur le territoire de la RDC facilite la baisse des tarifs par le jeu de la concurrence entre les opérateurs. Il est notable également de constater que l'équipement en matériel informatique, notamment dans les écoles, est développé par de nombreux opérateurs privés, aidant ainsi l'accès aux communications numériques. De plus, la loi-cadre du 11 Février 2014 de l'enseignement national en RDC prévoit l'introduction au sein de l'Enseignement national, des technologies de l'information et de la communication, facilitant notamment l'Enseignement ouvert à distance. Les projets IFADEM et UNESCO-CFIT s'inscrivent dans cette politique et mettent en place des centres numérique accessibles en province et à Kinshasa pour la formation des enseignants.

Dans ce contexte, le programme ici présenté doit être entendu comme une opportunité dans un pays qui sort peu à peu de sa fracture numérique. C'est aussi dans ce cadre que l'application numérique sera à la fois accessible aux utilisateurs connectés (via les plateformes de téléchargement traditionnelles) mais également en format physique afin que le manque de connexion au réseau ne soit pas un frein au déploiement des activités prévues.

Notons aussi qu'il ne s'agit pas d'alourdir des programmes déjà bien chargés, mais d'aider les enseignants, par cet outil numérique, à donner une place particulière à l'histoire de la RDC et de l'Afrique, il souhaite s'inscrire dans le respect des « 4 A ». Pour constituer un droit à part entière, l'éducation, dans toutes ses formes et à tous les niveaux, doit posséder ces caractéristiques interdépendantes et essentielles :

- À disposition – L'éducation est gratuite et doit bénéficier d'une infrastructure appropriée et d'enseignants formés capables de soutenir l'offre éducative.
- Accessibilité – Le système éducatif doit être accessible à tous sans discrimination, et des mesures positives doivent être prises pour inclure les populations les plus marginalisées.
- Acceptabilité – Le contenu de l'éducation doit être pertinent, non discriminatoire, adapté à la culture et de qualité; l'école doit être sûre et les enseignants professionnels.
- Adaptabilité – L'éducation évolue en fonction de la transformation des besoins de la société et permet de lutter contre les inégalités telles que la discrimination entre les sexes ; elle s'adapte à un niveau local afin de correspondre à des besoins et des contextes spécifiques.

La forme numérique de ce projet permet le respect de ces règles importantes et participe à l'atteinte de certaines cibles du CSC en RDC : 3A (*accès à l'éducation*), 3E, 7B.

- La gratuité reste aisée (la duplication numérique n'est pas onéreuse),
- L'accessibilité est rapide et simplifiée,
- L'acceptabilité peut être renforcée par son attractivité (notamment à l'appui des matières audiovisuelles),
- L'adaptabilité des matières numériques est également aisée, rapide et peu onéreuse comparée aux matières physiques.

2. Description de l'Efficacité.

CEC a pu définir des principes stratégiques d'intervention avec ses partenaires afin d'atteindre l'outcome:

L'Education nationale en R.D.C. repose sur un système très centralisé qui concerne de millions d'élèves. Le programme intègre le développement d'une expérience pilote, circonscrite au niveau géographique, thématique et des publics cibles, sans prétendre, dans les limites du budget disponible, de pouvoir tenir compte de la diversité des situations. Toutefois, l'objectif est d'identifier les fondements d'un programme qui pourrait être généralisé à l'échelle du pays. Pour atteindre cet objectif, CEC a d'abord identifié les facteurs de contextes essentiels à prendre en compte, pour ensuite définir ses principes stratégiques d'intervention:

1. Des expériences pilotes seront développées dans 2 établissements d'enseignement secondaire sélectionnés à Kinshasa et dans 1 établissement en province (Equateur) au mieux représentatifs de la diversité des situations (réseau d'enseignement, socio-économique). Connaissant les conditions difficiles dans lesquelles les enseignants interviennent (faible rémunération, infrastructures faiblement équipées, des manuels parfois dépassés etc.), il conviendra de faire un travail d'entretiens préalables avec les directions et les enseignants en histoire des établissements pressentis afin de mesurer la motivation de l'établissement pour participer à cette expérience pilote et au développement d'un environnement novateur pour l'enseignement. Après sélection des établissements, les parties prenantes en province seront également identifiés et les délégations provinciales du MEPS seront impliquées pour assurer le suivi de l'expérimentation.
2. Par ailleurs, le programme portera une attention particulière aux inégalités entre les filles et les garçons. Trop fréquemment, les familles privilégient la scolarisation des garçons au détriment des filles. Il est important de souligner que la présence d'inégalités sociales et culturelles entre filles et garçons au sein de l'école aura des conséquences inévitables sur la construction ultérieure d'inégalités politiques et économiques.

La prise en compte des inégalités de genre dans ce programme se fera sur plusieurs niveaux :

- L'équipe qui sera responsable du développement de contenu sera idéalement mixte
- Le contenu pédagogique présent dans l'application numérique tiendra compte des questions de genre et la place des femmes dans l'Histoire Générale de l'Afrique, et en particulier en République démocratique du Congo.
- Lors de l'identification des écoles, les critères de sélections prendront en compte la nécessité d'impliquer des filles.
- Il s'agira d'être vigilant en recherchant autant que possible la parité des personnes formées dans les institutions d'enseignement pédagogique.

Le programme prévoit une collaboration avec Le Monde selon les femmes et plusieurs de leurs partenaires en RDC, qui accompagneront la prise en compte de la dimension genre de façon transversale tout au long du programme.

3. La loi cadre de l'enseignement national de 2014 en RDC met l'accent sur l'enseignement de base. Ceci est un élément central dans la réforme en cours. Les 6 années de primaire et les deux premières années du secondaire constituent le socle de base au terme duquel tout écolier doit pouvoir faire le choix, en ayant un bagage solide pour, soit poursuivre un enseignement général, soit faire le choix d'un enseignement technique ou professionnel, soit d'entrer dans la vie active. Par souci de cohérence avec la réforme, le programme va en premier lieu se développer pour les 1^{ère} et 2^{ème} année du secondaire.
4. Le programme s'inscrit clairement dans les objectifs de la Charte de la renaissance culturelle africaine et de la Loi-cadre de l'enseignement national de 2014 en RDC ce qui peut lui conférer de soutiens institutionnels importants.

En phase avec les éléments de contexte cités ci-dessus et les réponses y apportées, le programme a défini les principes d'intervention suivants visant une intervention efficace, permettant d'atteindre les résultats de façon réaliste :

- CEC a défini ce programme sur base de besoins identifiés en concertation avec ses deux partenaires.
- La qualité du travail de fond sera assurée par un encadrement scientifique de haut niveau, coordonné par le Professeur Elikia M'Bokolo, historien congolais internationalement reconnu, ayant présidé le comité scientifique de l'UNESCO pour l'utilisation pédagogique de l'HGA. Deux chercheurs congolais, dans le domaine de l'histoire et de la pédagogie respectivement, encadré par une équipe d'enseignants de l'UNIKIN réunie au sein de IDLP, auront pour tâche d'adapter les contenus et de les illustrer, en cohérence avec les cours d'histoire actuellement enseignés dans le secondaire. Ce travail sera de plus validé par un comité scientifique international²⁰ dont la plupart des membres ont déjà confirmé leur volonté d'y participer et ont souligné l'intérêt du projet.
- CEC renforcera les partenaires dans l'intégration du contenu dans une application numérique didactique et transmettra son expertise importante dans ce domaine.
- La création de l'application numérique est une expérience pilote avec un rôle novateur. Connaissant les conditions souvent insuffisantes pour l'utilisation de TIC dans les écoles alors que les autorités congolaises la souhaitent et l'encourage, le programme permettra de répondre à cette problématique en équipant les 3 écoles et les 2 ISP avec un contenu accessible en offline pour éviter les problèmes de connexion Internet. L'existence d'une version on-line permettra par ailleurs d'élargir les publics ayant accès à l'application
- Les formations des enseignants des établissements du secondaire et des ISP vise un double objectif : le recyclage des enseignants afin de leur permettre d'utiliser l'application numérique sur du long terme et un effet multiplicateur qui se produira à

²⁰ Françoise Tulkens, Ali Moussa Iye, Pierre de Maret, Colette Braeckman, Yoka Lye Mudaba, Jacob Sabakinu Kivulu, Marc Minon, Marc Poncelet, Catherine Odimba, Josephine Cishala, Filip De Boeck (composition à confirmer)

chaque fois que des nouveaux étudiants dans les ISP seront formés à l'utilisation de l'application numérique. Cet objectif vise plus largement le renforcement des capacités des partenaires et d'une partie de la société civile.

- Dès le début, le programme veillera à un développement de manière inclusive avec les parties prenantes et les bénéficiaires. De réels espaces de concertation avec les institutions politiques congolaises (Ministère de l'Éducation, des Postes et des Télécommunications), l'Unesco et les partenaires locaux (IDLP, écoles, ISP, etc) seront mis en place dans le cadre d'un comité de suivi. Cela devra faciliter, après une évaluation globale et des modifications éventuelles, de poser les jalons pour un élargissement ou une systématisation de la démarche en RDC.
- L'application numérique vise l'amélioration des conditions du droit à l'éducation et la sensibilisation aux droits humains au travers de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Dans ce sens, la volonté du programme est avant tout d'améliorer les connaissances et de renforcer les capacités des jeunes qui sont les acteurs des changements futurs. Des sondages a priori et évaluations a posteriori avec les élèves ayant bénéficié du programme permettront de mesurer le pourcentage d'élèves qui déclarent avoir pris conscience de l'importance de connaître, analyser et poser un regard critique sur l'Histoire générale de l'Afrique et de la RDC en particulier, après avoir été impliqués directement dans le programme.

3. Description de la Durabilité.

L'impact attendu du programme se situe à 3 niveaux :

- La R.D.C. dispose d'une application pédagogique numérique sur l'Histoire générale de l'Afrique et de la R.D.C., qui est considéré comme scientifiquement valable et utilisable dans les cours d'histoire pour les élèves du secondaire. Elle est particulièrement appréciée des enseignants en Histoire qui y trouvent une réelle valeur ajoutée par rapport aux manuels d'histoire existants, qui apprécient le contenu qui est illustré et enrichi d'éléments important du patrimoine artistique et culturel qui est intimement lié à cette histoire. Cette application est reconnue par l'UNESCO comme un modèle par rapport aux engagements pris par les Etats membres de l'UA signataires de la Charte pour la renaissance culturelle africaine (Khartoum, 2006). Le programme s'inscrit dans l'esprit de cette Charte qui précise, entre autres, que l'Afrique trouve sa force d'abord et surtout dans l'histoire. *Il est urgent d'édifier des systèmes éducatifs qui intègrent les valeurs africaines et les valeurs universelles afin d'assurer à la fois l'enracinement de la jeunesse dans la culture africaine et de l'ouvrir aux apports féconds des autres civilisations et de mobiliser les forces sociales dans la perspectives d'un développement endogène durable ouvert sur le monde.*
- Un échantillon d'élèves et d'enseignants participe à une expérience pilote de formation et est impliqué dans l'évaluation de celle-ci permettant son adaptation aux réalités locales.
- Outre la formation de publics relais (les enseignants en Histoire en secondaire, les formateurs de futurs enseignants en Histoire dans les Instituts supérieurs de Pédagogie et les OSC actifs dans les milieux scolaires), le programme développe des synergies avec les programmes développés ou en développement dans le cadre du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, autour de la formation des enseignants à distance²¹. Ces programmes comprennent l'équipement de centres numériques à destination des enseignants à travers le

²¹ La loi-cadre du 11 Février 2014 de l'enseignement national en RDC prévoit l'introduction au sein de l'Enseignement national, des technologies de l'information et de la communication, facilitant notamment l'Enseignement ouvert à distance.

pays qui peuvent servir de relais pour l'application et de cette façon, démultiplier l'impact du programme.

Durabilité technique

- Le travail avec les instituts de pédagogie a pour but de créer un effet multiplicateur et durable à l'action directe du projet. Ces instituts ont pour mission de former des futurs enseignants, mais également de proposer des formations de recyclage à des enseignants en fonction. Le projet n'a ni la capacité, ni la prétention de couvrir l'ensemble des instituts sur le territoire congolais mais souhaite mettre en évidence les environnements les plus favorables à la diffusion maximale de l'application, au départ d'instituts pilotes. Les différentes options de diffusion seront identifiées en direct avec leurs responsables. Les instituts auront été renforcés pendant le programme : des enseignants auront été formés, les kits de diffusion leur auront été remis et ils pourront ainsi poursuivre la diffusion à la fin du projet.
- Le contenu de l'application sera développé au départ des unités pédagogiques développés par l'UNESCO et de l'apport d'historiens congolais reconnus internationalement, ainsi qu'en R.D.C. Le projet bénéficiera entre autres de l'appui scientifique du Professeur Elikia M'Bokolo qui est une référence en la matière et qui travaille depuis de nombreuses années à une large diffusion de l'histoire de l'Afrique par le biais de ses émissions « Mémoire d'un continent » sur RFI. Par ailleurs, son implication en tant que Président du Comité scientifique de l'UNESCO ne peut que garantir la cohérence de ce travail et des développements nouveaux qui seront apportés par le programme. La validation des contenus se fera de manière collégiale par un comité scientifique international, comprenant tant des experts et personnes de référence congolaises que belges²².

La durabilité sociale

- Le recours aux technologies numériques permet le développement d'une application qui pourra être actualisée facilement, en opposition à un manuel papier dont le contenu est nécessairement figé dans le temps. Par ailleurs, sa diffusion peut être bien plus large, même si nous réalisons qu'il faut tenir compte du faible taux de connexion internet dans le pays. Cette contrainte sera contournée par la proposition de prévoir des kits de diffusion qui permettent une utilisation collective de l'application. Aussi, des partenariats avec des centres numériques augmenteront la diffusion de l'application. En outre, le programme propose une déclinaison de l'application qui est, quant à elle, destinée à une utilisation individuelle permettant de dépasser le public scolaire et d'intéresser le grand public, dont plus spécifiquement les acteurs de la société civile, actifs dans un travail avec les jeunes.
- Le travail avec des établissements pilotes d'enseignement secondaire va permettre d'évaluer l'efficacité de la mise en place de l'application et son impact sur l'appropriation de cette histoire par les bénéficiaires finaux du programme, les jeunes, ainsi que sa capacité à contribuer au développement de citoyens responsables, actifs et critiques face à l'histoire de la RDC et de l'Afrique, pour la construction d'une société congolaise respectueuse des droits humains.
- Le mode d'intervention dans le programme – au départ d'une expérience pilote, développer une application numérique à usage pédagogique gratuite et pour une diffusion à large échelle - a été guidé par la volonté d'amener l'innovation technologique dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, moins attendu que par exemple l'enseignement des mathématiques et des sciences, et pourtant

²² Un comité scientifique est déjà constitué, les personnes suivantes ont accepté d'y participer: Collet Braeckman, Joséphine Cishala, Filip De Boeck, Pierre De Maret, Marc Minon, Ali Moussa Iye, Yoka Lye Mudaba, Catherine Odimba, Jacob Sabakinu Kivulu, Marc Poncelet, Françoise Tulkens.

reconnu comme essentiel dans la formation des jeunes vers une citoyenneté active. Cette application, tout en étant scientifiquement validée, suivant une pédagogie adaptée à l'école et qui puisse s'intégrer dans les cours d'histoire, se veut être particulièrement attrayante, utilisant un ton adaptée aux jeunes, bien illustrée et comportant des références qui sont particulièrement parlantes pour les jeunes. Un travail de recherche-action (en collaboration avec Africalia) avec les artistes et les institutions culturelles clés du pays, tel l'Institut Nationale des Arts, l'Académie des Beaux-arts et l'Institut des Musées nationaux, doit contribuer à son appropriation par les élèves du secondaire et leurs enseignants.

- Renforcer l'enseignement de l'histoire dans l'enseignement secondaire est aujourd'hui essentiel. Les élèves ont souvent encore un comportement passif par rapport au cours d'histoire. Or, ce dernier peut réellement contribuer à la formation de la citoyenneté à deux niveaux :
 - Celui de la connaissance du monde et du passé pour comprendre les enjeux du présent.
 - Celui du développement de l'esprit critique : les moments historiques proposés par le programme ne sont pas des modèles ; ils doivent permettre de développer l'esprit d'analyse, la tolérance et la connaissance de l'autre.

Comme le rappelle le pédagogue Gérard Pinson : « La formation du citoyen comporte deux grandes directions. La première est celle de la connaissance du monde et du passé pour comprendre les enjeux du présent. La deuxième direction proposée est celle du développement de l'esprit critique : les moments historiques proposés par le programme ne sont pas des modèles ; ils doivent permettre de développer l'esprit critique, la tolérance et la connaissance de l'autre ».²³

Ce renforcement est un investissement important pour l'avenir dont le but final est de progresser vers une société plus juste dans laquelle les droits fondamentaux de tous seraient reconnus et respectés et dans laquelle chaque individu aurait les moyens de défendre ses propres droits et ceux des autres.

Durabilité institutionnelle

Le programme est conçu de façon inclusive et permet la consultation des différentes parties prenantes, ce qui pourra contribuer à sa transformation en une activité durable :

- Le Ministère de l'Éducation nationale sera consulté de façon régulière afin de travailler conjointement à la réflexion sur l'adéquation entre l'application proposée et les référentiels des programmes d'enseignement de l'histoire (qui ont été redéfinis en 2005), ce qui constitue un gage de son utilisation à plus long terme dans les établissements scolaires de la RDC.
- Le Ministère des postes et télécommunications sera également impliqué dans le projet afin qu'il puisse accompagner la réflexion sur une diffusion large et à long terme par voie numérique de l'application. Il pourra également soutenir le programme dans les contacts avec des opérateurs de télécommunication pour évaluer les possibilités d'un partenariat public-privé pour une mise en œuvre sur tout le territoire du programme.
- De façon plus générale, un comité de suivi sera composé de représentants des cabinets ministériels et des services administratifs clés pour le programme, dépendants des deux Ministères précités, des représentants des réseaux scolaires, des ISP, des institutions culturelles etc.. Ce comité de suivi doit aussi assurer la continuité du programme, en cas de changements ministériels.
- L'UNESCO s'est engagé à apporter son soutien au programme et met à disposition tout le travail effectué pour l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique. L'Unesco sera associé tout au long du programme par l'organisation régulière de rencontres entre CEC et ses représentants. L'application lui sera officiellement présentée en fin de programme afin d'évaluer l'opportunité de la

²³ Gérard Pinson, *Enseigner l'histoire : un métier, des enjeux*, 2007

promouvoir comme une application « modèle » et d'encourager d'autres Etats membres de l'Union africaine à adapter l'application à l'histoire de leurs pays respectifs.

- Au bout des 5 ans, les deux partenaires pourront poursuivre leur collaboration après le renforcement de CEC, sur les questions numériques et de développement de contenus de qualité et de la gestion d'un processus inclusif et en réseau.

Durabilité financière

- Le programme vise à présenter au bout de cinq ans le résultat d'un processus en faveur de l'apprentissage de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC, qui part de la création de contenus jusqu'à sa diffusion à large échelle, grâce à une application numérique, à destination des élèves de l'enseignement secondaire. L'approche inclusive de ce processus prenant en compte les éléments de contexte, vise un résultat à multiplier au niveau national. Le programme n'a pas la prétention de couvrir l'ensemble du territoire, par contre il a l'ambition de proposer une solution réaliste aux responsables politiques de l'enseignement, ainsi qu'aux organismes internationaux capables de déployer des programmes au niveau national. Nous pensons, entre autres, à la Banque Mondiale, l'Union européenne ou encore à l'UNESCO. Sensibiliser ces bailleurs fait partie du programme, en les impliquant dès le départ dans le processus.
- Par ailleurs, la composante numérique du programme demande d'impliquer également les opérateurs de télécommunications. Il est notable de constater qu'actuellement l'équipement en matériel informatique, notamment dans les écoles, est développé par de nombreux opérateurs privés, aidant ainsi l'accès aux communications numériques²⁴. Il convient d'impliquer ces opérateurs dans le processus pour trouver des solutions à coût raisonnable pour une diffusion maximale de l'application. Des partenariats public-privé pourraient constituer une piste pour contribuer à la durabilité financière de ce programme.

4. Description de l'Efficiences.

La partie RDC du présent programme comprend des coûts opérationnels qui reflètent à la fois les choix stratégiques d'interventions et des publics cibles visés ainsi qu'une volonté d'optimiser les moyens et les dépenses dans le but d'atteindre le changement souhaité.

Parmi ces choix stratégiques, il y a en premier lieu l'intervention de deux partenaires, ayant chacun de façon claire une part du budget en réponse à leurs besoins respectifs dans des domaines bien délimités en rapport direct avec leurs propres compétences.

Les moyens réservés au développement d'un contenu de qualité et validé comme tel, sont les garants de la durabilité de la démarche entreprise dans le programme. Quelque soit le degré d'avancement de la réforme dans l'EPS tout au long du projet, un travail reconnu par la communauté scientifique au niveau congolais et par un comité scientifique international, pourra être valorisé, même avant une introduction généralisée dans les programmes d'histoire de l'enseignement national.

Le programme prévoit des moyens suffisants pour un développement numérique à la pointe et propose une application accessible on-line et adaptée à toute plateforme (smartphone, tablette, ordinateur), tout en tenant compte bien sûr des limites liées à l'infrastructure numérique et des connexions, mais comptant à la fois sur une évolution rapide du secteur des TIC en RDC dans les années à venir.

²⁴ On peut citer ici, le programme « Ecoles Numériques » développé par la Fondation Orange.

Aussi, le potentiel du numérique pour amener l'innovation dans les méthodes pédagogiques sera exploité sous toutes ses formes. Des références textuelles seront illustrées par de nombreux contenus audiovisuels afin de renforcer la dynamique des modules pédagogiques. Extraits d'archives filmées (cinéma, reportage TV, etc.), sonores (discours, musiques, etc.), images et illustrations viendront compléter les propos de références. Pour atteindre l'outcome, l'application se doit d'être tout simplement attrayante, répondant aux standards de ce qui peut toucher un jeune aujourd'hui, qu'il soit en RDC ou ailleurs. Quand on sait que deux personnes sur trois ont moins de 23 ans en RDC, il est évident que l'information sur l'existence d'une application qui leur est adressée, qui parle d'eux et de leur histoire dans un langage adapté à leur génération (ton, multilingue, images, vidéo, etc.), se répandra rapidement. L'introduction de cette application dans les établissements scolaires peut fournir aux jeunes une orientation sur ce qu'ils peuvent en retirer dans le déploiement d'une action citoyenne. Permettre à l'application de sortir de l'école par un accès ouvert à tous, permettra de toucher au minimum 250.000 personnes dans le cadre de ce programme.

Il convient toutefois de tenir compte de la diversité des situations en RDC pour pouvoir évaluer de façon réaliste les possibilités existantes aujourd'hui pour l'appropriation par les bénéficiaires d'une telle approche et son potentiel d'appropriation dans un avenir proche. Les expériences pilotes à Kinshasa et dans une province ne permettront pas de saisir la diversité des situations. Les échanges avec les parties prenantes dans le cadre du comité de pilotage ainsi que des évaluations doivent permettre de fournir des informations de première main pour une diffusion plus large. Dans le cas d'une expérience réussie, ces publics pourront poursuivre l'utilisation de l'application étant équipés dans leurs établissements (kits de diffusion) et pourront être des relais à l'attention de nouveaux publics.

Enfin, ce programme repose sur un système qui implique un nombre important de parties prenantes qui ont toutes un rôle à jouer pour en assurer le succès et qu'il convient de mettre en réseau. Ajoutée à la composante numérique importante, la dimension systémique du programme demande une intervention directe de CEC au niveau opérationnel. CEC pourra apporter son expertise de mise en relation d'une approche scientifique nécessaire et la recherche d'innovation par le numérique. CEC pourra contribuer à faire valoir la dimension nationale du projet tout en valorisant l'impact qu'il peut avoir au niveau international via l'UNESCO et l'Union africaine. Une intervention en appui de façon continue (deux jours/semaine pendant la durée du programme) en lien avec les partenaires semble indispensable à la mise en place de fondements solides pour la réussite de ce programme, reposant sur un réseau de parties prenantes.

Récapitulatif des facteurs-clés de la logique d'intervention
<ul style="list-style-type: none"> • Un mode de transmission des connaissances en histoire durable, de qualité et scientifiquement validé, à l'attention des élèves de l'enseignement secondaire. • Un développement numérique ambitieux, proposant une solution technologique adaptée à la situation actuelle, tout en comptant sur une évolution rapide du numérique en RDC. • Une application orientée « jeunes », qui parle d'eux et de leur histoire dans un langage adapté (ton, multilingue, images, vidéo, etc.) pour une diffusion rapide et maximale. • Des expériences pilotes pour orienter l'utilisation de l'application dans une démarche de construction citoyenne, pour récolter une information de première main auprès des usagers et enfin, pour créer des public-relais. • Un environnement politique national et international favorable. • La gestion de ce programme comme un système où les interconnexions multiples et multidirectionnelles entre les différentes parties prenantes est essentielle à sa réussite.

5. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays RDC.

Depuis plus de 30 ans, CEC a développé des relations partenariales en Afrique et en Haïti pour encourager la mise en place de projets qui mettent la culture au cœur du processus de développement, et plus particulièrement au sein des processus éducatifs. Le renforcement de partenaires du Sud, dans les secteurs culturels et éducatifs, est par conséquent au centre de ses interventions.

Dans le présent programme, la stratégie de partenariat s'inscrit dans la méthodologie et le processus de partenariat formalisé dans un document par CEC pour ses actions de coopération au développement²⁵.

En RDC, CEC a une longue expérience de relations partenariales dans ces deux domaines, développée principalement autour d'un projet de revue d'éducation permanente, « Mwana Magazine », à l'attention du secteur scolaire, notamment comme outil pédagogique pour les enseignants et comme outil de lecture pour les élèves.

Dans le cadre du présent programme, ses deux composantes distinctes (développement de contenus pédagogiques nouveaux en histoire, sous format numérique, et leur utilisation dans le cadre d'enseignements pilotes) demandent l'intervention de deux partenaires disposant de compétences complémentaires et nécessitant un renforcement au niveau de leur fonctionnement, afin d'assurer la durabilité de l'action après la fin du programme.

CEC axe principalement le renforcement des capacités des partenaires sur trois principes essentiels qui régissent les partenariats :

- Des principes partagés au service de buts communs ;
- L'appropriation, les résultats, la redevabilité ;
- Une coopération transparente et responsable ;

PARTENAIRE I : Institut pour la démocratie et le leadership politique (IDL)²⁶

Historique de la relation partenariale

L'association de l'IDL, composée d'enseignants et chercheurs de l'UNIKIN, a interpellé CEC par rapport à la problématique de l'enseignement de l'Histoire de façon générale en RDC. Ce n'est que récemment que la Faculté de Sciences humaines a pu reconstituer un groupe suffisant d'étudiants en histoire. Le peu d'étudiants a fragilisé les sections « histoire » des ISP. Et la faible qualité des cours d'histoire dans l'enseignement secondaire ne motive pas les jeunes à poursuivre des études dans cette branche. Or la connaissance de l'histoire, et plus particulièrement l'histoire de l'Afrique et de la RDC, est essentielle pour une meilleure participation citoyenne à la construction d'une société congolaise respectueuse des droits humains.

Parallèlement, le Professeur Elikia M'Bokolo²⁷, sympathisant de l'IDL et professeur d'histoire à l'UNIKIN, et conseiller scientifique de CEC (depuis 1985), nous a fait part de son travail en tant que Président du comité scientifique responsable du développement des Unités Pédagogiques de l'Histoire générale de l'Afrique à l'UNESCO et de l'opportunité que représentent ces UP pour répondre aux problématiques soulevées par l'IDL.

²⁵ Document transmis au moment du screening le 8/1/2016 –
5c_CEC_processus_part_coopdev

²⁶ Voir lettre de l'IDL à CEC en annexe 8

²⁷ Voir lettre du Professeur Elikia M'Bokolo en annexe 9

Ensemble, l'IDLP et le professeur ont adressé le souhait à CEC de développer un programme d'envergure qui puisse répondre à une problématique essentielle qui concerne les jeunes dans leur pays, à commencer au niveau de l'enseignement primaire et secondaire. CEC a proposé d'aborder la question au moyen du numérique, ce qui a été approuvé par l'IDLP et ce qui donne une réponse innovante pour l'intégration des UP de l'UNESCO.

Vision et objectifs du partenaire

Située dans le cadre de l'Université de l'UNIKIN, l'IDLP est une association sans but lucratif de droit congolais qui existe depuis 1995. Ses objectifs couvrent principalement le champ de l'instauration et de la promotion des valeurs démocratiques et de bonne gouvernance en RDC par le travail scientifique et de vulgarisation et cherchent à renforcer, entre autres, la participation politique des citoyens, des jeunes et des femmes plus particulièrement, en vue de l'instauration d'un ordre de développement participatif basé sur le contrôle civique. Ces objectifs répondent totalement aux objectifs de partenariat posés par CEC.

Rôle du partenaire

Avec l'aide d'une équipe d'étudiants-chercheurs et de pédagogues, présidée par le Professeur Elikia M'Bokolo, l'association coordonnera scientifiquement la rédaction d'unités pédagogiques adaptées au départ des unités pédagogiques de l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO, en cohérence avec les cours d'histoire de l'enseignement secondaire. CEC propose de renforcer ce partenaire dans la mise en œuvre de ce programme et plus spécifiquement dans le développement d'outils numériques adaptés à une pédagogie active.

L'IDLP sera en charge de la coordination d'un comité scientifique qui est composé d'experts nationaux et internationaux dans le secteur de l'histoire, des Droits humains, du numérique et de pédagogie. Les travaux seront régulièrement partagés et commentés avec ces experts. CEC organisera également des rencontres à Bruxelles en présence des experts belges et internationaux.

Le professeur M'Bokolo, personnalité scientifique reconnue au niveau national et international et qui est en contact permanent avec les différentes Institutions et Ministères dans le cadre de ses mandats, recherches, enseignements et travaux, confère beaucoup de légitimité à l'ensemble du programme. Par ailleurs, l'expérience et le travail de l'IDLP qui collabore de manière régulière avec les institutions et organismes va grandement faciliter les rapports avec les parties prenantes.

PARTENAIRE II : Investing in People (IIP)²⁸

Historique de la relation partenariale

CEC a rencontré pour la première fois en 2015 l'association Investing In People qui organise la Semaine de la science et de la technologie à Kinshasa. Etant donné le travail important qu'elle fait en collaboration avec le Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi qu'au sein des établissements scolaires, CEC lui a proposé, après avoir organisé une rencontre commune avec l'IDLP, de la joindre au programme. Cette participation pourra renforcer cette association qui intervient de façon ponctuelle actuellement (Semaine de la science, consultations diverses, etc), afin qu'elle puisse développer une activité plus durable à l'avenir.

²⁸ Voir lettre de l'IIP à CEC en annexe 10

Vision et objectifs du partenaire

IIP est une association sans but lucratif de droit congolais active dans l'enseignement et la formation professionnelle en Afrique. Son métier est d'accompagner et de former. L'appui aux enseignants et la formation de formateurs est au cœur de ses activités, en phase avec les besoins d'une compétence spécifique et complémentaire à l'IDL.

Rôle du partenaire

L'association IPP sera en charge de la coordination des interventions des différentes parties prenantes du programme. L'association aura des contacts réguliers avec l'équipe mise en place par l'IDL, en charge de la rédaction des Unités Pédagogiques adaptées au contexte congolais et leur transcription dans une application numérique à vocation pédagogique.

L'association animera le comité de suivi comprenant des représentants des parties prenantes : cabinet du Ministre de l'enseignement primaire et secondaires (MEPS), cabinet du Ministre des Télécommunications et des TIC, les services administratifs compétents – DIPROMAD, CEFORA, la cellule numérique de MEPS etc. –, la directrice générale de l'ISP-La Gombé, des représentants des différents réseaux scolaires, le représentant de l'UNESCO). L'IDL et CEC seront présents lors des principales réunions de ce comité.

C'est l'IIP qui opérera un premier choix des ISP et des établissements secondaires, en collaboration avec l'IDL, selon les critères préalablement établis. IIP effectuera les visites de terrain nécessaires pour la préparation du programme en province.

L'association IIP apportera son soutien organisationnel et logistique à l'IDL dans l'organisation des formations des formateurs et des enseignants du secondaire prévues dans les établissements pilotes. Elle sera également le relais vis-à-vis du renforcement d'associations de la société civile active dans les secteurs scolaires et para-scolaires (Si jeunesse savait, les associations liées à la Maison de la Laïcité de Kinshasa, etc.). IPP mettra en place toutes les phases de l'évaluation du programme, en appui avec l'IDL et CEC.

6. Description des Synergies et Complémentarités.

Le programme concerne cinq domaines spécifiques qui permettent de développer des synergies à plusieurs niveaux :

1. La recherche scientifique : le programme vise le développement de contenus pédagogiques scientifiquement validés, qui seront développés au sein de l'UNIKIN. L'objet étant de soutenir une recherche de qualité (CS 3C). Le programme va également permettre la vulgarisation et la valorisation de la recherche académique. (CS 9C). Synergie : ARES.
2. L'enseignement supérieur (via les ISP) : le programme met l'accent sur la formation des futurs enseignants en histoire par la collaboration avec les ISP et l'UPN. Synergie : ARES
3. L'enseignement secondaire : Le programme souhaite renforcer les capacités des enseignants par l'utilisation d'outils numériques pour dynamiser, moderniser et rendre accessible au plus grand nombre un enseignement de l'HGA et de la RDC adapté. (CS 3) Synergies : APEFE et ACTED
4. La culture dans l'éducation : Le programme souhaite réunir le secteur artistique et culturel et scientifique pour mettre en évidence l'importance des arts et de la culture dans la transmission de l'histoire et de la mémoire. (CS 8C) Synergies : Africalia et 11.11.11

5. Renforcer des acteurs de la société civile actifs dans le secteur scolaire ou parascolaire et promouvoir une approche genre dans l'ensemble des domaines précités. Synergies : Le Monde selon les Femmes.

Des contacts ont été pris progressivement avec les différents ACNG/AI précités qui ont permis de préciser à des degrés divers les termes des synergies. Certaines synergies seront précisées en cours de programme.

Le programme repose sur la synergie de base déjà mise en place avec l'UNESCO.

Synergie/complémentarité n°1	Enseignement de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie opérationnelle	
CSC et approche du CSC liées	CSC 3A-3D-7B-8C-9C	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Accompagner l'adaptation des Unités pédagogiques sur l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO au cas particulier de la R.D.C. et sa diffusion	
Acteurs Impliqués	CEC, UNESCO	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>UNESCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition de son expertise et de ses réseaux en rapport avec les Unités pédagogiques (UP) sur l'Histoire générale de l'Afrique (HGA) de l'UNESCO, y compris via la coalition des artistes • Mise à disposition du contenu des UP de l'HGA <p>CEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Information des experts de l'UNESCO sur l'avancement du programme • Intégration d'un expert de l'UNESCO dans le comité scientifique du programme 	
Contribution financière	Budget de CEC	
Contribution matérielle	Mise à disposition du programme des contenus de l'HGA	

Synergie/complémentarité n°2	Enseignement de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie opérationnelle	
CSC et approche du CSC liées	CSC 8C	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Mener en synergie un travail de recherche-action sur le rôle de l'art et de la culture dans la transmission de l'histoire et de la mémoire	
Acteurs Impliqués	CEC, Africalia	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>1-Organisation commune de trois workshops de 2 jours avec 1 historien, 1 représentant d'une institution culturelle et des artistes dans deux villes (Kinshasa, Lubumbashi) – année 2 et 3.</p> <p>Africalia :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des artistes dans chaque ville • Organisation pratique dans les locaux des partenaires d'Africalia • Organisation d'un point presse autour de la rencontre <p>CEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination scientifique du workshop • Restitution du workshop (rapport) <p>2- Production d'outils artistiques pour la vulgarisation de l'Histoire Générale de l'Unesco</p> <p>Africalia :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et sélection des artistes • Suivi de la production des outils (capsules video, saynettes, BD,...) <p>CEC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définir et sélectionner les thématiques à développer • Organiser la diffusion 	
Contribution financière	Répartition dans les budgets des partenaires Africalia et CEC	<p>CEC : 7.500€ (workshops) et 5.000€ (diffusion).</p> <p>Africalia : 10.500€ (workshops) et 11.500€(Production)</p>
Contribution matérielle		
Budget total	34.500 euros	

Synergie/complémentarité n°3	Enseignement de l’histoire générale de l’Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie informationnelle	
CSC et approche du CSC liées	CSC 3A et D, 8 et 9A,B,C	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Concertation et échange d’informations en vue de définir dans le courant du programme la mise en œuvre d’un projet spécifique de synergie entre les deux organisations.	
Acteurs Impliqués	CEC, ARES	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<ul style="list-style-type: none"> • Echange d’information et d’expertise : échanger, communiquer et partager les informations sur les programmes en cours avec les partenaires communs, identification de difficultés éventuelles et échange sur les solutions adéquates. • Dans un premier temps, suivi des activités de CEC par l’ARES et discussion sur l’apport concret que l’ARES peut y faire valoir avant de réfléchir, dans un deuxième temps, à la mise en œuvre d’un projet spécifique de synergie à charge des lignes budgétaires que l’ARES a intégrées à ses budgets. 	
Contribution financière	Budget des ACNG	
Contribution matérielle	/	
Budget total	/	

Synergie/complémentarité n°4	Enseignement de l’histoire générale de l’Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie informationnelle	
CSC et approche du CSC liées	CSC 3A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Concertation et échange d’informations en vue de renforcer mutuellement les actions de formation des enseignants menées dans le secteur de l’enseignement ; partage de bonnes pratiques et partage d’expérience dans le domaine du numérique et de la formation à distance.	
Acteurs Impliqués	CEC, APEFE	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<ul style="list-style-type: none"> • Echange d’information sur le système d’enseignement dans le secteur de l’éducation de base (6 années primaires+2 années secondaire) • Concertation et mutualisation d’expertise de l’APEFE, responsable du projet IFADEM et de l’expertise en numérique de CEC. • Analyse des possibilités de mise à disposition de centres numériques mis en place dans le cadre du projet IFADEM dans 4 villes de l’ex-Katanga ?? pour une diffusion large de l’application sur l’HGA. 	

Synergie/complémentarité n°5	Enseignement de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie opérationnelle	
CSC et approche du CSC liées	1A, 1E, 3A, 3D, 8C, 9C, 9G.	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Echange d'informations en vue de renforcer mutuellement les actions de formation et les partenariats avec les organisations locales ; partage de bonnes pratiques et partage d'expérience ; renforcement de l'approche genrée du projet ;	
Acteurs Impliqués	Le Monde selon les femmes et CEC	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<ul style="list-style-type: none"> • Tout au long du programme : échange d'informations et concertation pour le renforcement des actions de CEC et de LMSF avec le même partenaire : Si jeunesse savait. Mise en lien avec certaines écoles partenaires de SJS pour le projet de CEC. • Mutualisation d'expertise et mise en relation avec des partenaires du Monde selon les femmes : SJS et l'Académie paysanne (ANPC). • En 2^e partie du programme : intégration de l'outil numérique sur l'Histoire générale de l'Afrique développé par CEC dans les réflexions et les formations de LMSF avec les partenaires SJS et l'ANPC. • Suivi du projet de CEC par LMSF afin de renforcer l'approche genre. 	
Contribution financière	/	
Contribution matérielle	Mise à disposition des moyens matériels disponibles des 2 ONG	
Budget total		

Synergie/complémentarité n°6	Enseignement de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Complémentarité/Synergie informative	
CSC et approche du CSC liées	CSC 3A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Renforcement de partenaires communs du secteur de l'enseignement dans la formation d'enseignants et dans la diffusion d'outils pédagogiques .	
Acteurs Impliqués	CEC, ACTED	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Echanges d'informations et d'expertise dans le renforcement de partenaires scolaires communs. Récolte commune d'information du terrain lors des missions respectives.	
Contribution financière	Budget ACNG	Budget ACNG
Contribution matérielle	/	/
Budget total	/	

Synergie/complémentarité n°8	Partage d'information/formation partagée/rencontres d'échanges entre ACNG Belges et partenaires congolais	
Type	Synergie informative	
CSC et approche du CSC liées	CSC 8	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Partager les informations, les outils de suivi/évaluation, les stratégies	
Acteurs Impliqués	Africalia, CEC, 11.11.11	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<ul style="list-style-type: none"> Echange d'information et d'expertise : échanger, communiquer et partager les informations sur les programmes en cours et les difficultés éventuelles rencontrées pour des solutions adéquates. 	
Contribution financière	Budget ACNG	Budget ACNG
Contribution matérielle	/	/
Budget total	/	